

700 exécutions en Iran en 6 mois : comment expliquer le raidissement du régime au moment même où il joue l'apaisement avec l'extérieur ?



Alors que l'accord sur le nucléaire iranien vient d'être ratifié, Amnesty International a récemment publié un rapport dénonçant l'usage massif de la peine de mort en Iran.

Avec Delphine
Minoui

Atlantico : Quelques temps après l'accord sur le nucléaire iranien qui semble être le symbole d'un apaisement de la politique extérieure iranienne, Amnesty International publie un rapport dénonçant l'usage de la peine de mort massif en Iran. Avec plus de 700 exécutions en 6 mois, l'Iran est le pays qui exécute le plus de condamnés à mort au monde. Comment expliquer ce décalage entre les ces deux aspects de la politique iranienne ?

Delphine Minoui : Depuis l'élection du président modéré, Hassan Rohani, en 2013, l'Iran donne des signes d'ouverture : sur la scène internationale – l'aboutissement de l'accord sur le nucléaire en est la meilleure illustration -, mais également en interne. On peut citer le léger assouplissement de la censure sur la presse, un retour à une certaine pensée critique, ou la réapparition sur les bancs des universités d'étudiants exclus pour cause d'activisme sous la présidence de l'ultra conservateur Ahmadinejad. Du côté des femmes, Rohani a marqué les esprits en plaidant ouvertement pour l'égalité entre les sexes via son compte twitter. Sa vice-présidente chargée des Femmes et de la famille bataille également pour que les Iraniennes, interdites de stade depuis la révolution de 1979, et la prise du pouvoir par les Religieux, puissent assister aux matchs de football et de volley ball. Ce sont des avancées positives qui devraient se poursuivre au fur et à mesure que l'Iran sort de son isolement international – notamment économique – avec la levée progressive des sanctions. Mais des années de répression et de rigidité ne peuvent s'effacer du jour au lendemain. Et le chemin vers plus de liberté et de démocratie est encore long et sinueux. Le nombre inquiétant des condamnations à mort en est la meilleure illustration. La peine capitale, déjà en nette augmentation sous Ahmadinejad, se poursuit aujourd'hui. Tandis que le pouvoir reconnaît officiellement 246 exécutions sur les 6 premiers mois de 2015, elles s'élèveraient en fait à plus de 700 sur cette même période selon Amnesty International. Un chiffre inquiétant qui place l'Iran au top des pays pratiquant la peine de mort.

Quel message veut faire passer le gouvernement iranien en jouant ainsi la fermeté ? Peut-on déceler une problématique sécuritaire derrière cette hausse des exécutions ?

Je ne suis pas certaine que le gouvernement, dans son ensemble, cherche à faire passer un message en particulier. Il est difficile d'expliquer ce regain d'exécutions. J'ai l'impression que cela relève avant tout du pouvoir judiciaire, connu pour être dominé par la faction conservatrice du régime. En Iran, les décisions de justice sont souvent arbitraires. Les procès sont souvent entachés d'irrégularités. Bien souvent, les condamnés à mort n'ont pas les moyens de consulter un avocat ou de faire appel. En province, plus

particulièrement, on assiste à des procès expéditifs. Toutefois, pour revenir aux récentes exécutions, elles semblent concerner, pour une grande majorité, des trafiquants de drogue – un crime passible de la peine de mort en Iran. Est-ce lié à une augmentation du trafic de drogue, notamment venant d'Afghanistan ? Est-ce lié à la velléité d'intimider les dealers de stupéfiants ? Ce sont des hypothèses possibles.

Est-ce là une conséquence de l'affrontement qui a lieu au sein du gouvernement entre les "durs" du régime et les plus modérés ? Comment imaginer que la courbe des exécutions va-t-elle évoluer ?

On assiste en effet à une bataille serrée entre les réformistes, partisans d'une ouverture et une minorité conservatrice, qui défend une vision plus rétrograde de l'islam. Ce qui est intéressant, et encourageant pour l'avenir de l'Iran, c'est que ces exécutions sont loins de faire l'unanimité au sein de la classe politique. Il existe aujourd'hui des débats ouverts sur la question de la peine de mort, y compris dans les sphères religieuses de la ville sainte de Qom, où certains ayatollahs s'opposent à la sentence capitale. Je tiens à souligner ici le travail exemplaire mené par un grand journaliste et intellectuel iranien, Emmadeddin Baghi – dont je parle dans mon livre – dans la lutte en faveur de l'abolition de la peine de mort. Cet homme a mainte fois été embastillé pour ses opinions critiques envers le régime. Son livre, "Le droit à la vie", qui dénonce la peine capitale, est censuré en Iran. Pourtant, il n'a jamais renoncé à son combat, qu'il mène via une petite ONG créée il y a quelques années. C'est un bel exemple de cette société civile iranienne très active malgré les carcans imposés par le régime.

De quelle côté penche la balance entre les deux camps ? Les modérés semblent avoir remporté une victoire éclatante après la ratification de l'accord sur le nucléaire...

L'accord nucléaire est un succès pour les partisans de l'ouverture. C'est un sérieux coup de pouce aux modérés, et aux proches du président Rohani. A ce titre, les élections législatives de février 2016 seront particulièrement intéressantes à suivre. C'est un test pour les réformistes, qui pourraient retrouver la majorité au Parlement, après avoir été longtemps dominé par les conservateurs